

L'espace public des internautes dans le contexte de la révolution tunisienne



Dans le cadre du cycle de conférences lancé en janvier 2011, sur le thème *Communication virtuelle et transformations sociales en Méditerranée*, l'IRMC a invité Abdelkader Zghal, sociologue – président de l'Association Tunisienne d'Anthropologie Sociale et Culturelle (ATASC) pour donner une conférence intitulée : *L'espace public des internautes dans le contexte de la révolution tunisienne*. Ce dernier a entamé sa conférence en insistant sur l'importance des slogans ayant rythmé le mouvement révolutionnaire en Tunisie. Un tel constat lui a permis de rendre

compte d'une part du poids et du pouvoir des mots qui ont pourchassé l'ancien président et, d'autre part, du renversement des rôles : ce ne sont plus les leaders qui parlent, mais c'est plutôt le peuple qui n'a cessé de scander des slogans virulents envers le régime et ses partisans. Il a montré que des slogans tels que « le peuple veut faire tomber le régime », « l'emploi est un droit, Oh bande de pilliers ! » ou encore « travail, liberté, dignité » expriment le début de la prise de conscience par les Tunisiens de la citoyenneté et de la liberté individuelle.

Sur un autre plan, Abdelkader Zghal a insisté sur l'intérêt de l'étude des réseaux sociaux, en tant qu'espace public informel parallèle qui dépasse l'espace territorial. Un tel espace public a favorisé l'émergence de

nouveaux acteurs politiques situés en dehors du territoire matériel. Ces nouveaux acteurs, que sont les cyber activistes, sont porteurs d'une culture politique et d'un imaginaire social différents par rapport à ceux des leaders et militants classiques et développent un discours libertaire. Or cet espace public virtuel n'a pas été apprécié à sa juste valeur par les politologues et les chercheurs qui adoptent des modèles de pensée classiques (en l'occurrence le structuralisme et le culturalisme). Cela nécessite, selon lui, d'une part, un renouvellement des schèmes et des outils d'analyse et, d'autre part, une appréhension des mouvements contestataires en les situant dans le contexte de la globalisation post moderne.

Sihem NAJAR, IRMC

Compte-rendu de conférence, IRMC - 30 septembre 2011

Construction de l'identité personnelle chez les Algériennes



Fidèle à sa tradition scientifique qui consiste à développer une perspective comparative entre les divers champs disciplinaires et les différents pays du Maghreb, l'IRMC a invité Hallouma Chérif, chercheure et enseignante de psychologie sociale à l'Université d'Oran pour donner une conférence sur la *Construction de l'identité personnelle chez les Algériennes*. Cette conférence a été discutée par la sociologue tunisienne Dorra Mahfoudh-Draoui qui a toujours placé les

rapports de genre et le statut de la femme dans la société, au centre de ses intérêts.

Selon Hallouma Chérif, analyser la question de la construction identitaire chez les femmes algériennes est une entreprise complexe qui nécessite la prise en considération de l'articulation « intériorité - extériorité ». L'intériorité, renvoie à l'image de la femme en tant qu'objet et jamais en tant que sujet. Quant à l'extériorité, elle se manifeste à travers tout ce qui renforce l'image de la femme en tant que sujet porteur d'une identité propre et s'affirmant par les études, le travail et l'investissement de l'espace public. Prenant appui sur une étude comparée entre les femmes ouvrières et les

femmes médecins, la conférencière a montré que le processus de construction identitaire se fait dans un alliage de dimensions paradoxales : l'affirmation de soi, le rapport au corps et le rapport aux autres ; la modernité et la tradition ; l'intériorité et l'extériorité.

Quant à Dorra Mahfoudh-Draoui, elle s'est basée sur les travaux de Claude Dubar, Jean-Claude Kaufmann et François de Singly, pour montrer que ce qu'il est convenu d'appeler « identité » est une notion floue qui, à force de privilégier le déterminisme social, ne tient pas compte de la réflexivité des femmes.

Sihem NAJAR, IRMC

Compte-rendu de conférences, IRMC - 7 décembre 2011

Hybridation du politique, maux et mots de la révolution tunisienne



Sarah Ben Nefissa et Michaël Béchir Ayari ont présenté à l'IRMC le dernier numéro de la revue *Tiers Monde*, « Protestations sociales, révolutions civiles ». Sarah Ben Nefissa a montré comment la recherche française, polarisée sur les questions de l'islam, s'intéressant peu aux mouvements sociaux dans les sociétés arabes, a entretenu l'illusion de leur immobilisme, et a en partie manqué l'histoire de la mise en place de leurs révolutions. Elle a par la suite développé l'idée d'une hybridation du politique en se référant aux travaux de Michel Camau sur la combinaison des enclaves autoritaires et démocratiques dans ces régimes. Elle a défini la revendication communautaire comme l'expression d'une inégalité d'appartenance citoyenne, une demande de reformulation de l'unité

nationale pour une intégration effective de l'ensemble de la société. Parlant d'hybridation idéologique, elle l'a caractérisée d'une part par l'insertion d'une rhétorique des droits de l'Homme dans les régimes autoritaires et d'autre part par une réappropriation et une reformulation de ces discours par la société civile (par exemple, le droit à la protection de l'environnement comme prétexte pour développer ses revendications). Enfin, elle a souligné la dichotomie entre temps révolutionnaire et temps électoral. Entre les deux, les acteurs et enjeux changent : les partis conservateurs peuvent sortir vainqueurs, le clientélisme électoral issu des partis d'État peut favoriser les partis islamistes, bien implantés localement.

De son côté Michaël Béchir Ayari a parlé de la cristallisation des souffrances populaires dans l'idée de « dignité », qui fait sens pour tous et sert de moteur et de cadre au mouvement social. Il décline alors les différentes définitions du terme de « dignité » :

celle associée à l'idée de rang, que tout le monde peut acquérir par l'éducation ; la réponse au mépris permanent du pouvoir central et à l'humiliation permanente des Omda, celle des droits de l'Homme ; la dignité nationale post-indépendance comme forme d'accession à la condition humaine et que Bourguiba qualifiait de « dignité nationale ». Le conférencier rappelle que dans la révolution, des mobilisations de corporations, telles que les journalistes ou les avocats, évoquaient une dignité de rang. Ces mobilisations successives ont permis d'aller « au delà de la peur », comme l'a dit Hama Hammami (POCT). Il était ici question de dignité ouvrière face à la taylorisation du travail par l'intermédiaire de l'action syndicale. Il conclut sur la dignité par le travail comme symbole de la révolution tunisienne réalisant, autour de l'idée de dignité, « l'union sacrée » de toute une société.

Irène CARPENTIER, IRMC